



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 4481

Texte de la question

AVENIR DE LA SYRIE

M. le président. La parole est à M. Michel Piron, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Michel Piron. Avant d'interroger le ministre des affaires étrangères et du développement international, je voudrais au nom du groupe de l'Union des démocrates et indépendants, adresser à nos amis allemands l'expression de nos sincères condoléances et de nos affectueuses pensées.

Monsieur le ministre, voilà plus de cinq ans que la Syrie vit une tragédie qui a déjà fait plus de 310 000 morts. À Alep, ce sont des enfants, des femmes, des hommes, des vieillards qui meurent chaque jour. C'est toute une population civile qui est massacrée, prise en otage à nos portes et sous nos yeux.

Depuis la semaine dernière, quelque 20 000 civils auraient fui les zones rebelles, dont plus de 12 000 dans la nuit de dimanche à lundi. Hier, une résolution de l'ONU visant à déployer des observateurs internationaux à Alep-Est, pour superviser l'évacuation des civils, a enfin été adoptée à l'unanimité. Nous saluons cet accord, auquel sont parvenues, à l'initiative de la France, les principales puissances mondiales. Il a permis à plusieurs centaines d'autocars de quitter hier le secteur rebelle d'Alep-Est.

Pour autant, cette réponse humanitaire demeure terriblement fragile. Elle laisse entières les questions de l'avenir non seulement d'Alep, mais de toute la Syrie, de tous les Syriens.

Aujourd'hui, monsieur le ministre, quel est l'état des discussions en cours entre les Européens mais aussi entre les différents intervenants de la région et dans la région, au premier rang desquels la Russie et les États-Unis ? Quelles sont, aux yeux du Gouvernement français, les perspectives d'avenir pour la Syrie et les Syriens ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* Monsieur le député, je vous remercie d'avoir rappelé l'action de la France, que j'ai souvent évoquée ici. Elle est déterminée, patiente, et ne renonce jamais.

Enfin, le Conseil de sécurité a mis fin à l'incapacité dans laquelle nous nous trouvions depuis longtemps de prendre une décision en raison de l'usage permanent du droit de veto. La communauté internationale a pris conscience de la tragédie humanitaire qui se joue. La France a négocié, accepté des amendements, mais l'essentiel est contenu dans cette résolution qui a été adoptée et doit être appliquée. Elle prévoit que des

observateurs soient mis en place pour assurer l'évacuation en toute sécurité des populations civiles. Afin d'accélérer le processus et le rendre immédiatement opérationnel, tous les personnels de l'ONU déjà sur place devront être mobilisés. Il faut également que les organisations humanitaires, en particulier la Croix-Rouge, puissent intervenir, car la population se trouve dans une détresse absolue. Enfin, il convient d'assurer la protection des professionnels de santé partout en Syrie.

Voilà les trois points clés de cette résolution dont il faut veiller à la mise en œuvre.

Cela étant, vous l'avez rappelé, la guerre n'est pas finie. Ne soyons pas naïfs. Un cessez-le-feu doit impérativement intervenir à l'échelle de toute la Syrie. Qui dit que la guerre ne se poursuivra pas à Idlib, à l'ouest d'Alep ? Cette question n'est pas résolue. Ce ne sont pas les trois déclarations de Moscou aujourd'hui qui suffiront à nous rassurer. Certes, nous sommes heureux lorsque la Russie, l'Iran et la Turquie parviennent à se parler mais il faut aller plus loin, et tout mettre en œuvre pour que s'applique la résolution 2254 qui prévoit les conditions dans lesquelles une solution de paix doit être négociée à Genève.

La France continuera d'y travailler car il n'y a pas d'avenir en Syrie sans une position négociée. Il est temps de mettre fin à la guerre. Nous ne voulons pas que tout le pays connaisse la tragédie d'Alep. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Piron](#)

Circonscription : Maine-et-Loire (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4481

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 décembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 décembre 2016](#)